



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240603-lmc1333571-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mercredi 5 juin 2024  
Date de publication : 05/06/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 3 JUIN 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 24/349</b>		
<b>CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024/2027 - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LES OPERATEURS LOCAUX - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'UN MONTANT TOTAL DE 556 000 € - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/349**

**BUREAU DU 3 JUIN 2024**

**O B J E T : CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024/2027 -  
CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LES  
OPERATEURS LOCAUX - ATTRIBUTION DE  
SUBVENTIONS D'UN MONTANT TOTAL DE 556 000 € -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°24/04/092 du Conseil Métropolitain du 25 avril 2024 autorisant la signature du Contrat Local des Solidarités 2024/2027 avec l'Etat,

**VU** le Contrat Local des Solidarités 2024/2027 conclu entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Etat,

**VU** la commission Politique de la Ville et Habitat du 23 mai 2024,

**VU** les projets de conventions annexés,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière notamment de politique de la ville, de solidarités, d'insertion, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée mène des actions en direction des publics les plus fragiles et met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif,

**CONSIDERANT** que le Pacte des Solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, qu'il entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités,

**CONSIDERANT** que le Pacte des Solidarités repose sur les quatre piliers suivants : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire,

**CONSIDERANT** que l'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le Pacte des Solidarités sur le territoire métropolitain par un soutien financier d'un montant prévisionnel en 2024 de 465 500 euros,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Etat se sont engagés dans le cadre d'un Contrat Local des Solidarités pour la période 2024/2027 et qu'il convient à présent de contractualiser avec les associations retenues pour la mise en œuvre des actions prévues dans ce contrat,

**CONSIDERANT** les demandes de subventions déposées par les associations souhaitant s'engager dans la mise en œuvre de ce Contrat Local des Solidarités,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ATTRIBUER** des subventions pour un montant total de 556 000 euros pour l'année 2024, dans le cadre du Contrat Local des Solidarités, aux associations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITÉS - TPM 2024				
Axes de la contractualisation	Fiche action N°	Titre de l'action	Associations	Montant de la subvention
Axe 2 Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous	2.1	Premières heures en chantier	AVAF	30 000 €
			En Chemin	30 000 €
			FRAT	30 000 €
	2.2	Accompagnement renforcé des jeunes sans ressources vers l'emploi grâce au logement	ALINEA	60 000 €
	2.3	Métropole en convergences : Accompagnement global spécialisé	APEA	33 000 €
			APS	33 000 €
			Brigades Natures 83	33 000 €
			ASDFV	33 000 €
			ALADIN	24 000 €
Axe 3 Accès aux droits essentiels	3.2	Accueil, orientation, sensibilisation, prévention Planning Familial	Planning Familial Varois	30 000 €
	3.4	Prévention à la santé psychique et accès aux soins	Promosoins	60 000 €
Axe 4 Transition écologique solidaire	4.1	Aide structurelle aux acteurs de l'aide alimentaire	FEDET	20 000 €
			Banque Alimentaire du Var	40 000 €
	4.2	Plateforme Métropolitaine de Prévention et de lutte contre la Précarité Energétique	Compagnons Bâtisseurs Provence	100 000 €
TOTAL				556 000 €

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** les signatures des conventions annexées.

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte ou à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits aux opérations 5215, 5219, 5220 et 5233, article 65748 au titre de l'année 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

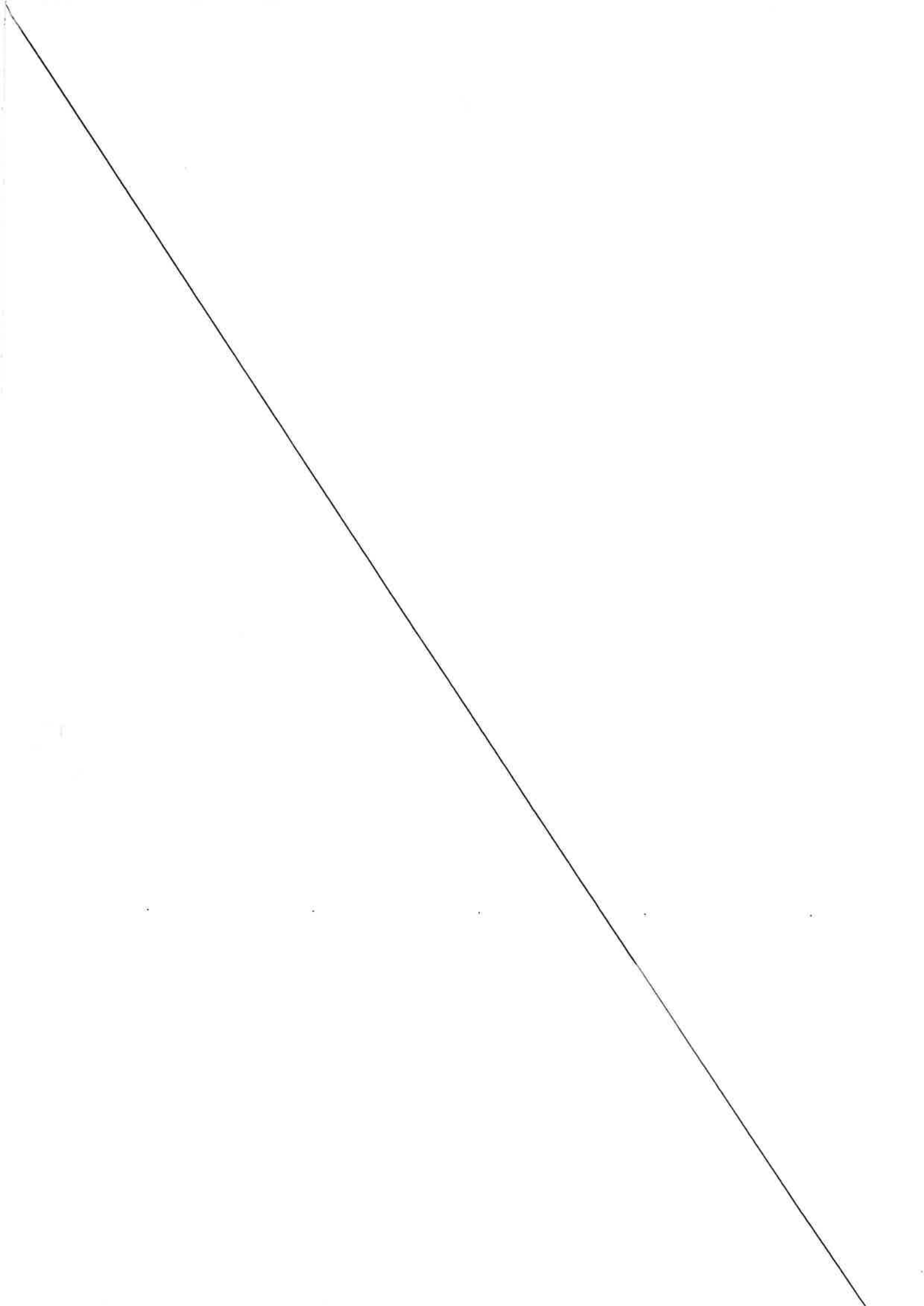
Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole ».**

**Et**

- L'association Varoise d'Accueil Familial, ayant son siège social, 274, Avenue A. Collet-83000 Toulon, représentée par Madame Nathalie AUBERT, en qualité de présidente.

**Ci-Après désignée « Association Varoise d'Accueil Familial ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association AVAF met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi, en situation de précarité cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Le projet porte sur la mise en œuvre d'un nouveau programme, « premières heures en chantiers » qui s'adresse aux personnes en situation de grande exclusion principalement les sans-abris, très éloignées de l'emploi qui ne pourraient pas accéder directement aux ACI, car les moyens d'accompagnement « classiques » des chantiers d'insertion sont insuffisants pour stabiliser de façon durable ce public. Le montant attribué permettra le recrutement d'1 ETP (éducateur(trice) socio professionnel(le)) à temps plein au sein de l'association AVAF afin de permettre l'accompagnement de 15 parcours par an.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole

Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par AVAF et dans le cadre du pacte des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'AVAF.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association Varoise d'Accueil Familial qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'Association AVAF s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère*



*laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association AVAF à hauteur de 30 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 30 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 15 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 15 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association AVAF s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par

l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION AVAF

L'Association AVAF adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association AVAF doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente, et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association AVAF doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association AVAF s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base des critères suivants :

Indicateur	Type (national / local)	Cible 2024
<i>Nombre de personnes en situation de précarité bénéficiant d'une action de levée des freins sociaux</i> - Logement - Santé - Emploi, CDDI		
<i>Nombre de professionnels formés aux actions de levée des freins sociaux (illettrisme, mobilité, logements, santé, garde d'enfants, etc.).</i>		
-Nombre de personnes inscrites dans le dispositif -Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun -Nombre de personnes orientées en CDDI Actions de formation mises en œuvre : savoir être, inclusion numérique, formation qualifiante..... -Durée d'hébergement avant le passage en IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...(mesurer une réduction de la durée d'hébergement		

-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement social/professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions - Logement - Santé - Emploi,		
--	--	--

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association AVAF de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association AVAF par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association AVAF à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association AVAF procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association AVAF s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

L'Association Varoise d'Accueil Familial

Nathalie AUBERT

## **Convention annuelle d'objectifs EN CHEMIN**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association EN CHEMIN ayant son siège social, 10, Boulevard Frédéric Mistral-83400 Hyères, représentée par Paul LAMBERT, en qualité de Président.

**Ci-Après désignée « L'Association EN CHEMIN ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association EN CHEMIN met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi, en situation de précarité cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par l'Association En Chemin et dans le cadre du pacte des solidarités précitées mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions d'EN CHEMIN

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association EN CHEMIN qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le projet de En Chemin porte sur la mise en œuvre d'un nouveau programme, « premières heures en chantiers » qui s'adresse aux personnes en situation de grande exclusion principalement les sans-abri, très éloignées de l'emploi qui ne pourraient pas accéder directement aux ACI, car les moyens d'accompagnement « classiques » des chantiers d'insertion sont insuffisants pour stabiliser de façon durable ce public. Le montant attribué permettra le recrutement d'1 ETP (éducateur(trice) socio professionnel(le)) à temps plein au sein de l'association EN CHEMIN afin de permettre l'accompagnement de 15 parcours par an.

L'Association EN CHEMIN s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère*

*laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association EN CHEMIN à hauteur de 30 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 30 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 15 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 15 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association En Chemin s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par



l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION EN CHEMIN**

L'Association EN CHEMIN adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association EN CHEMIN doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente.

et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association EN CHEMIN doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association EN CHEMIN s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comité de suivi portant sur les critères suivants :

Indicateur	Type (national / local)	Cible 2024
<i>Nombre de personnes en situation de précarité bénéficiant d'une action de levée des freins sociaux</i> - Logement - Santé - Emploi, CDDI		
<i>Nombre de professionnels formés aux actions de levée des freins sociaux (illettrisme, mobilité, logements, santé, garde d'enfants, etc.).</i>		
-Nombre de personnes inscrites dans le dispositif -Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun -Nombre de personnes orientées en CDDI Actions de formation mises en œuvre : savoir être, inclusion numérique, formation qualifiante.....		

-Durée d'hébergement avant le passage en IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...(mesurer une réduction de la durée d'hébergement		
-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement social/professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions - Logement - Santé - Emploi,		

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

#### **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association EN CHEMIN de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association EN CHEMIN par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association EN CHEMIN à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association **EN CHEMIN** procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association **EN CHEMIN** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

L'Association EN CHEMIN

Paul LAMBERT

## **Convention annuelle d'objectifs FAIRE ROUTE AVEC TOI**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association. **Faire Route Avec Toi (FRAT)**, ayant son siège social, 2275, Chemin de la GAVARESSE-83220 Le Pradet, représentée par Monsieur Dominique ZORZITTO, en qualité de Président.

**Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION Faire Route Avec Toi ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association FRAT met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi, en situation de précarité cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par FRAT et dans le cadre du pacte des solidarités précitées mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de FRAT

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association **FRAT** qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

Le projet porte sur la mise en œuvre d'un nouveau programme, « premières heures en chantiers » qui s'adresse aux personnes en situation de grande exclusion principalement les **sans-abri**, très éloignées de l'emploi qui ne pourraient pas accéder directement aux ACI, car les moyens d'accompagnement « classiques » des chantiers d'insertion sont insuffisants pour stabiliser de façon durable ce public. Le montant attribué permettra le recrutement d'1 ETP (éducateur(trice) socio professionnel(le)) à temps plein au sein de l'association **FRAT** afin de permettre l'accompagnement de 15 parcours par an.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

L'Association **FRAT** s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi*

*que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association FRAT à hauteur de 30 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 30 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 15 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 15 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association FRAT s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par

l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION FRAT

L'Association FRAT adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association FRAT doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente, et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association FRAT doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association FRAT s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comité de suivi portant sur les critères suivants :

Indicateur	Type (national / local)	Cible 2024
<i>Nombre de personnes en situation de précarité bénéficiant d'une action de levée des freins sociaux</i> - Logement - Santé - Emploi, CDDI		
<i>Nombre de professionnels formés aux actions de levée des freins sociaux (illettrisme, mobilité, logements, santé, garde d'enfants, etc.).</i>		
- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif - Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun - Nombre de personnes orientées en CDDI Actions de formation mises en œuvre : savoir être, inclusion numérique, formation qualifiante..... - Durée d'hébergement avant le passage en IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes		



travailleurs...(mesurer une réduction de la durée d'hébergement		
-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement social/professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions - Logement - Santé - Emploi,		

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association FRAT de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association FRAT par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association FRAT à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association **FRAT** procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association **FRAT** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

L'Association Faire Route Avec Toi

Dominique ZORZITTO

## **Convention annuelle d'objectifs 2024**

### **Association ALINEA dans le cadre du Pacte des Solidarités**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association ALINEA régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 6, Traverse Lirette - 83000 TOULON, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, sa Présidente Myriam VALVERDE dûment habilitée par son Conseil d'Administration.

**Ci-Après désigné « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par ALINEA et dans le cadre du Contrat Local des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de ALINEA.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association ALINEA s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

### **Projet donnant lieu à cette convention :**

L'équipe d'ALINEA lance une action auprès de jeunes, âgés de 18 à 25 ans, en faveur de l'insertion des jeunes très éloignés de l'emploi.

L'association a capté 5 logements sur Toulon centre afin :

- De stabiliser les jeunes dans le logement
- De les loger à proximité de la Mission Locale afin de faciliter l'accompagnement renforcé vers l'emploi.

Cette action poursuit plusieurs objectifs :

1. Permettre à des jeunes sans ressources ou avec très peu de ressources d'accéder à un hébergement en diffus via l'ALT.
2. Favoriser leur accès à la formation ou à l'emploi par le biais d'un hébergement stable et d'un accompagnement renforcé "social-emploi"
3. Accéder à une solution de logement pérenne à la sortie de l'ALT.

### **L'association ALINEA s'engage à :**

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,

- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association ALINEA à hauteur de 60 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 60 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70% soit 42 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 18 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association ALINEA s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association ALINEA adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par le Commissaire aux comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association ALINEA doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association ALINEA s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs prédéfinis dans la fiche projet :

Indicateur
<i>Nombre de personnes en recherche d'emploi et en situation de précarité bénéficiant d'une action de levée des freins sociaux.</i>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Nombre de jeunes proposés par le SIAO / nombre de jeunes correspondant au dispositif</li><li>▪ Nombre de Jeunes entrés dans le dispositif en 2024</li><li>▪ Nombre de sorties positives (nombre de jeunes sortis du dispositif avec une formation ou un emploi)</li><li>▪ Nombre d'abandon de l'accompagnement par le jeune (causes / orientations)</li><li>▪ Type de logement intégré par le jeune à sa sortie du dispositif</li><li>▪ Fiches anonymisées de suivi « Actions Jeunes » pour éléments qualitatifs</li></ul>

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.



En cas de demande de renouvellement, l'Association ALINEA procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association ALINEA s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Association ALINEA

Myriam VALVERDE

## **Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION DE PREVENTION D'AIDE A L'INSERTION APEA**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association **DE PREVENTION D'AIDE A L'INSERTION APEA** . ayant son siège social, 5 Avenue Garibaldi, 83500 La Seyne Sur Mer, représentée par Madame Cristina DE ROBERTIS, en qualité de présidente.

**Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION DE PREVENTION D'AIDE A L'INSERTION APEA ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par APEA et dans le cadre du Contrat Local des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de APEA.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion APEA s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITTERANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion à hauteur de 33 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 33 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 16 500 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 16 500 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association APEA s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION DE PREVENTION D'AIDE A L'INSERTION APEA**

L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente.

et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comité de suivi portant sur les critères suivants :

Indicateurs	Cible 2024
<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif</li><li>-Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun (IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...)</li><li>- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement psy</li><li>-Nombre de personnes ayant bénéficié d'ateliers collectifs santé</li><li>- Nombre de personnes orientées vers des structures de santé spécialisées</li><li>- Nombre de personnes ayant bénéficié ou inscrites dans un parcours de soins</li><li>- Nombre des structures sollicités pour des PMSMP par le salarié recruté</li><li>- Nombre de personnes ayant bénéficié de PMSMP</li><li>- Actions de formation mises en œuvre au sein de la structure</li><li>-Nombre de Formations :<ul style="list-style-type: none"><li>• Certifiante</li><li>• Qualifiante</li><li>• Diplômante</li></ul></li><li>- Nombre de levée de freins :<ul style="list-style-type: none"><li>- Emploi,</li><li>- Logement</li><li>• - Santé</li></ul></li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement socio-professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions</li><li>-Nombre d'entretien entre professionnels autour des problématiques de levées de freins<ul style="list-style-type: none"><li>- Taux de sortie Positive &gt; 60% ( CDDI, emploi &gt;6 mois, formation qualifiante, professionnalisant ou diplômante)</li></ul></li></ul>	

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.  
En cas de demande de renouvellement, l'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.  
L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés..

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.



En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

L'Association de Prévention d'Aide à  
l'Insertion APEA

Cristina DE ROBERTIS

## **Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE, APS**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association **DE PREVENTION SPECIALISEE.**, ayant son siège social, 11, Boulevard Pasteur-83400 Hyères, représentée par Monsieur Vincent TESSERAU, en qualité de président.

**Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE, APS ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association APS met en œuvre auprès d'un public en situation de précarité et très éloigné de l'emploi, cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Le projet de l'Association APS porte sur la mise en œuvre d'un projet de parcours d'insertion socio-professionnelle qui cible des publics en précarité de logement et sociale et qui leur propose un accompagnement global adapté afin de sécuriser les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier. « Accompagnement global spécialisé, une Métropole en convergence » est une action innovante basée sur la mise en place d'un accompagnement global envers un public très éloignés de l'emploi par le renforcement des moyens d'accompagnement spécifiques et le recrutement d'1/2 ETP (conseiller en insertion professionnel ou travailleur social) par structure. L'enjeu est de travailler sur les compétences de chaque individu en termes d'emploi tout en levant de façon concomitante les divers freins (logement, santé, sociaux). afin de favoriser un retour emploi supérieur à 60 % (CDI, CDD

supérieur à 3 mois, CDDI sur un autre chantier d'insertion ou en entreprise d'insertion, missions de service civique...) ou à une formation qualifiante, diplômante ou professionnalisante. Cette action évoluerait vers le dispositif national "vers un accompagnement global CVG" à partir de janvier 2026.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par APS et dans le cadre du Contrat Local des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de APS.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de **l'Association APS** qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE, APS**

L'Association APS s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association de Prévention d'Aide à l'Insertion à hauteur de 33 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 33 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 16 500 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 16 500 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association APS s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE, APS**

L'Association APS adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association APS doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente. et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association APS doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association **APS** s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

#### **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comité de suivi portant sur les critères suivants :

Indicateurs	Cible 2024
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif</li> <li>-Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun (IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...)</li> <li>- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement psy</li> <li>-Nombre de personnes ayant bénéficié d'ateliers collectifs santé</li> <li>- Nombre de personnes orientées vers des structures de santé spécialisées</li> <li>- Nombre de personnes ayant bénéficié ou inscrites dans un parcours de soins</li> <li>- Nombre des structures sollicités pour des PMSMP par le salarié recruté</li> <li>- Nombre de personnes ayant bénéficié de PMSMP</li> <li>- Actions de formation mises en œuvre au sein de la structure</li> <li>-Nombre de Formations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certifiante</li> </ul> </li> </ul>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualifiante</li> <li>• Diplomante</li> </ul> - Nombre de levée de freins : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi,</li> <li>- Logement</li> <li>• - Santé</li> </ul>	
- Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement socio-professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions - Nombre d'entretien entre professionnels autour des problématiques de levées de freins - Taux de sortie Positive > 60% ( CDDI, emploi >6 mois, formation qualifiante, professionnalisant ou diplômante)	

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

#### **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association APS par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association APS à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association APS procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association APS s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

L'Association de Prévention Spécialisée

Vincent TESSERAU



## **Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION BRIGADES NATURE 83**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association **BRIGADES NATURES 83**, ayant son siège social, 166, Chemin du Fort-Fort de St Elme- 83500 La Seyne sur Mer, représentée par Monsieur David MOREL, en qualité de Président.

**Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION BRIGADES NATURE 83 ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association Brigades Nature 83 met en œuvre auprès d'un public en situation de précarité et très éloigné de l'emploi, cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par Brigade Nature 83 et dans le cadre du Contrat Local des Solidarités précitées mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association Brigades Nature 83.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association Brigades Nature 83 qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION BRIGADES NATURE 83**

Le projet de l'Association Brigades Nature 83 porte sur la mise en œuvre d'un projet de parcours d'insertion socio-professionnelle qui cible des publics en précarité de logement et sociale et qui leur propose un accompagnement global adapté afin de sécuriser les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier. « Accompagnement global spécialisé, une Métropole en convergence » est une action innovante basée sur la mise en place d'un accompagnement global envers un public très éloignés de l'emploi par le renforcement des moyens d'accompagnement spécifiques et le recrutement d'1/2 ETP (conseiller en insertion professionnel ou travailleur social) par structure. L'enjeu est de travailler sur les compétences de chaque individu en termes d'emploi tout en levant de façon concomitante les divers freins (logement, santé, sociaux). afin de favoriser un retour emploi supérieur à 60 % (CDI, CDD supérieur à 3 mois, CDDI sur un autre chantier d'insertion ou en entreprise d'insertion, missions de service civique...) ou à une formation qualifiante, diplômante ou professionnalisante. Cette action évoluerait vers le dispositif national "vers un accompagnement global CVG" à partir de janvier 2026.

L'Association Brigades Nature 83 s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association **Brigades Nature 83** à hauteur de 33 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 33 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 16 500 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 16 500 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association Brigade Nature 83 s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022. (formulaire Cerfa n°. 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION BRIGADES NATURE 83**

L'Association Brigades Nature 83 adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association Brigades Nature 83 doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente.

et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association Brigades Nature 83 doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association Brigades Nature 83 s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

#### **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comités de suivis portant sur les critères suivants :

Indicateurs	Cible 2024
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif</li> <li>-Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun (IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...)</li> <li>- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement psy</li> <li>-Nombre de personnes ayant bénéficié d'ateliers collectifs santé</li> <li>- Nombre de personnes orientées vers des structures de santé spécialisées</li> <li>- Nombre de personnes ayant bénéficié ou inscrites dans un parcours de soins</li> <li>- Nombre des structures sollicitées pour des PMSMP par le salarié recruté</li> <li>- Nombre de personnes ayant bénéficié de PMSMP</li> <li>- Actions de formation mises en œuvre au sein de la structure</li> </ul>	

<p>-Nombre de Formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certifiante</li> <li>• Qualifiante</li> <li>• Diplômante</li> </ul> <p>- Nombre de levée de freins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi,</li> <li>- Logement</li> <li>• - Santé</li> </ul>	
<p>-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement socio-professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions</p> <p>-Nombre de réunions entre professionnels autour des problématiques de levées de freins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipe pluridisciplinaires (salariés ACI, psychologue)</li> <li>- Partenaires spécialisés extérieurs (psychologue, établissements de soins spécialisés)</li> <li>- Taux de sortie Positive &gt; 60% ( CDDI, emploi &gt;6 mois, formation qualifiante, professionnalisant ou diplômante)</li> </ul>	

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association Brigades Nature 83 par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association Brigades Nature 83 à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association Brigades Nature 83 procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association **Brigades Nature 83** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Association BRIGADES NATURE 83

David MOREL



## **Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORÊTS VAROISES, ASDFV**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association Sauvegarde des Forêts Varoises, ayant son siège social, 363, Chemin de l'Estandi-Giens-83400 Hyères, représentée par Monsieur Patrick DESPINOY en qualité de Président.

**Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FOÊTS VAROISES, ASDFV ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association ASDFV met en œuvre auprès d'un public en situation de précarité et très éloigné de l'emploi, cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Le projet de l'Association APS porte sur la mise en œuvre d'un projet de parcours d'insertion socio-professionnelle qui cible des publics en précarité de logement et sociale et qui leur propose un accompagnement global adapté afin de sécuriser les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier. « Accompagnement global spécialisé, une Métropole en convergence » est une action innovante basée sur la mise en place d'un accompagnement global envers un public très éloigné de l'emploi par le renforcement des moyens d'accompagnement spécifiques et le recrutement d'1/2 ETP (conseiller en insertion professionnel ou travailleur social) par structure. L'enjeu est de travailler sur les compétences de chaque individu en termes d'emploi tout en levant de façon concomitante les divers freins (logement, santé, sociaux). afin de favoriser un retour emploi supérieur à 60 % (CDI, CDD



supérieur à 3 mois, CDDI sur un autre chantier d'insertion ou en entreprise d'insertion, missions de service civique...) ou à une formation qualifiante, diplômante ou professionnalisante. Cette action évoluerait vers le dispositif national "vers un accompagnement global CVG" à partir de janvier 2026.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par l'Association ASDFV et dans le cadre du pacte des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association ASDFV.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association ASDFV qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORÊTS VAROISES, ASDFV**

L'Association ASDFV s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association **ASDFV** à hauteur de 33 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 33 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 16 500 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 16 500 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association ASDFV s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

L'Association Aladin s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORÊTS VAROISES, ASDFV**

L'Association ASDFV adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association ASDFV doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente. et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association ASDFV doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association ASDFV s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

#### **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comité de suivi portant sur les critères suivants :

Indicateurs	Cible 2024
<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif</li><li>-Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun (IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...)</li><li>- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement psy</li><li>-Nombre de personnes ayant bénéficié d'ateliers collectifs santé</li><li>- Nombre de personnes orientées vers des structures de santé spécialisées</li><li>- Nombre de personnes ayant bénéficié ou inscrites dans un parcours de soins</li><li>- Nombre des structures sollicités pour des PMSMP par le salarié recruté</li><li>- Nombre de personnes ayant bénéficié de PMSMP</li></ul>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions de formation mises en œuvre au sein de la structure</li> <li>-Nombre de Formations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certifiante</li> <li>• Qualifiante</li> <li>• Diplômante</li> </ul> </li> <li>- Nombre de levée de freins : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi,</li> <li>- Logement</li> <li>• - Santé</li> </ul> </li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement socio-professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions</li> <li>-Nombre d'entretien entre professionnels autour des problématiques de levées de freins</li> <li>- Taux de sortie Positive &gt; 60% ( CDDI, emploi &gt;6 mois, formation qualifiante, professionnalisant ou diplômante)</li> </ul>	

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

#### **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association ASDFV par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association ASDFV à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association ASDFV procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association **ASDFV** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

##### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Association Sauvegarde des Forêts  
Varoises

Patrick DESPINOY

## Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION ALADIN

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

Et

- L'association **ALADIN**, ayant son siège social, 16, Rue Laindet LALONDE- 83000 Toulon, représentée par Monsieur **Bernard SALLES**, en qualité de Président.

Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION ALADIN »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association **ALADIN** met en œuvre auprès d'un public en situation de précarité et très éloigné de l'emploi, cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertions, à travers des chantiers d'insertions.

Le projet de l'Association APS porte sur la mise en œuvre d'un projet de parcours d'insertion socio-professionnelle qui cible des publics en précarité de logement et sociale et qui leur propose un accompagnement global adapté afin de sécuriser les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier. « **Accompagnement global spécialisé, une Métropole en convergence** » est une action innovante basée sur la mise en place d'un accompagnement global envers un public très éloigné de l'emploi par le renforcement des moyens d'accompagnement spécifiques et le recrutement d'1/2 ETP (conseiller en insertion professionnel ou travailleur social) par structure. L'enjeu est de travailler sur les compétences de chaque individu en termes d'emploi tout en levant de façon concomitante les divers freins (logement, santé, sociaux). afin de favoriser un retour emploi supérieur à 60 % (CDI, CDD supérieur à 3 mois, CDDI sur un autre chantier d'insertion ou en entreprise d'insertion, missions de service civique...) ou à une formation qualifiante, diplômante ou

professionnalisante. Cette action évoluerait vers le dispositif national "vers un accompagnement global CVG" à partir de janvier 2026.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par l'Association Varoise d'Accueil Familiale et dans le cadre du pacte des solidarités précitées mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association ALADIN

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de **l'Association ALADIN** qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

#### **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

#### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION ALADIN**

L'Association ALADIN s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les



*principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association à ALADIN hauteur de 24 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 24 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 12 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 12 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION ALADIN

L'Association **ALADIN** adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association **ALADIN** doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente.

et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association **ALADIN** doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association ALADIN s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comités de suivis, de bilans quantitatifs et financiers portant sur les critères suivants :

Indicateurs	Cible 2024
- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif	
-Nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun (IML, ALT, Résidences sociales d'hébergements, foyers des jeunes travailleurs...)	
- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement psy	
-Nombre de personnes ayant bénéficié d'ateliers collectifs santé	
- Nombre de personnes orientées vers des structures de santés spécialisées	
- Nombre de personnes ayant bénéficié ou inscrites dans un parcours de soins	
- Nombre des structures sollicités pour des PMSMP par le salarié recruté	
- Nombre de personnes ayant bénéficié de PMSMP	

<p>- Actions de formation mises en œuvre au sein de la structure</p> <p>-Nombre de Formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certifiante</li> <li>• Qualifiante</li> <li>• Diplomante</li> </ul> <p>- Nombre de levée de freins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi,</li> <li>- Logement</li> <li>• - Santé</li> </ul>	
<p>-Nombre d'entretiens et d'actions (accompagnement socio-professionnel) réalisés dans le cadre de l'accompagnement global + mise en relief de la plus-value des actions</p> <p>-Nombre de réunions entre professionnels autour des problématiques de levées de freins :</p> <p>- Equipe pluridisciplinaires (salariés ACI, psychologue)</p> <p>- Partenaires spécialisés extérieurs (psychologue, établissements de soins spécialisés)</p> <p>- Taux de sortie Positive &gt; 60% ( CDDI, emploi &gt;6 mois, formation qualifiante, professionnalisant ou diplômante)</p>	

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association ALADIN par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association ALADIN à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association ALADIN procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association **ALADIN** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

### **ARTICLE 15 : ANNEXES**

La présente convention comporte trois annexes :

- Annexe I : Fiche action.
- Annexe II : Budget prévisionnel de l'action.
- Annexe III : Contrat d'Engagement Républicain.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Association ALADIN

Bernard SALLES



## **Convention annuelle d'objectifs Planning Familial Varois**

### **Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

### **Ci-Après désignée « La Métropole »,**

### **Et**

- L'association Le Planning Familial Varois régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 5 avenue Colbert, 83000 Toulon, représentée par la responsable dûment mandatée, Madame Danièle DUBOIS habilitée à cet effet par les statuts de l'association.

### **Ci-Après désignée « Le Planning Familial Varois »,**

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

### **Le Planning Familial Varois met en place des actions :**

- D'accueil, écoute et orientation du public reçu au sein de ses permanences : Toulon et 4 nouvelles permanences sur La Seyne, Le Beausset, Six-Fours et Sanary (espace vie affective, relationnelle et sexuelle, auprès de conseillères conjugales et familiales).
- D'aller-vers le public TPM : interventions, sensibilisation et groupes de parole autour des thématiques de la vie affective, relationnelle et sexuelle avec, selon la structure, distribution de produits d'hygiène auprès de publics en situation de précarité, en situation de handicap ou auprès de personnes en situation spécifique.
- De coordination du réseau LGBTQIA+ et accueil du public : permanences d'écoute et d'orientation, coordination du réseau LGBTQIA+, interventions extérieures et projet de création d'un centre LGBTQIA+ dans le Var.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par Le Planning Familial Varois sur le territoire métropolitain qui répondent notamment aux besoins d'écoute et de sensibilisation des jeunes, et dans le cadre du pacte des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions du Planning Familial Varois.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole aux actions du Planning Familial Varois qu'il s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU PLANNING FAMILIAL**

Le Planning Familial Varois s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**



La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, Le Planning Familial Varois à hauteur de 30 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 30 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 15 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 15 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association Planning Familial s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées.
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DU PLANNING FAMILIAL**

Le Planning Familial Varois adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le Planning Familial Varois doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

Le Planning Familial Varois valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

Le Planning Familial Varois doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, Le Planning Familial Varois s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base des critères suivants :

Indicateurs	Type (national / local)	Cible 2024
Personnes accueillies (physiquement ou par téléphones) gratuitement et anonymement, sans distinction d'âge, de genre, d'orientation sexuelle ou d'origine. Rayonnement de l'action : accès facilité à ce dispositif grâce aux nouvelles permanences.	Accueil, écoute et orientation du public reçu au sein de 5 permanences	3 600
Interventions, sensibilisation et groupes de parole autour des thématiques de la vie affective, relationnelle et sexuelle, avec selon la structure, la distribution de produits d'hygiène. Nombre de bénéficiaires en situation précaire.	Aller-vers le public TPM	2 200
Permanences d'écoute et d'orientation / coordination du réseau LGBTQIA+ / interventions extérieures et projet de création d'un centre LGBTQIA+ dans le Var. Nombre de bénéficiaires.	Coordination du réseau LGBTQIA+ et accueil du public	650 95% de bénéficiaires sur TPM.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec Le Planning Familial Varois afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, Le Planning Familial Varois s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par le Planning Familial Varois de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité le Planning Familial Varois à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants du Planning Familial Varois à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2024.

En cas de demande de renouvellement, Le Planning Familial Varois procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

Le Planning Familial Varois s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

L'association Le Planning Familial Varois

Jean-Pierre GIRAN

Danièle DUBOIS

## **Convention annuelle d'objectifs ASSOCIATION PROMO SOINS**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée ».**

**Et**

- L'association **PROMO SOINS**, ayant son siège social, Impasse Mirabeau- 83000 Toulon, représentée par Monsieur **Paul CASTEL**, en qualité de président.

**Ci-Après désignée « L'ASSOCIATION PROMO SOINS »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

L'Association Promo Soins est une structure spécialisée de la santé couvrant et travaillant déjà en réseau sur l'ensemble du territoire. Elle a pour objectif de faciliter, l'accès aux soins et l'insertion par la santé des publics vulnérables en situation de grande précarité. L'accompagnement en matière de soins et de prévention permet aux personnes de retrouver un état de santé stabilisé permettant de se maintenir en hébergement ou en logement, de commencer à élaborer des projets de vie sociale et professionnelle, un retour à la citoyenneté et de cheminer vers une meilleure inclusion sociale par un retour également de la confiance et de l'estime de soi.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole

Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par Promosoins et dans le cadre du pacte des solidarités précitées mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de Promosoins

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de l'Association PROMO SOINS qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION PROMO SOINS**

Le projet de l'Association Promo soins porte sur une action médico-sociale destinée à des personnes en difficultés d'accès aux droits et à la santé, et sur un partenariat avec les ACI mettant en place des ateliers collectifs de santé comme support d'accompagnement ainsi que des suivis individuels dans les Ateliers Chantiers Insertion, ACI. L'action « Prévention à la santé psychique et accès aux soins » est une action innovante basée sur le financement d'un ETP (psychologue) dédié à des actions collectives de santé, santé psychiques et de suivi individuels auprès des personnes en insertion en ACI, une solution permettant d'assurer un accompagnement global adapté et de répondre aux problématiques de levée de freins à l'insertion socio-professionnelle.

La communication, l'information, la sensibilisation, le soutien aux équipes, le travail en réseau, les consultations ou accueil individualisé de prévention bimensuels, activités collectives de santé seront les principaux axes de ce type d'action

L'Association PROMO SOINS s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, L'Association à **PROMO SOINS** hauteur de 60 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 60 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 30 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 30 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association Aladin s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiées par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.



La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION PROMO SOINS**

L'Association PROMO SOINS adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association PROMO SOINS doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par sa Présidente.

et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association PROMO SOINS doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association PROMO SOINS s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

#### **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en milieu et en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de comités de suivis, de bilans quantitatifs et financiers portant sur les critères suivants :

Indicateur	Cible 2024
<b><u>Indicateurs quantitatifs</u></b>	
- Nombre de personnes inscrites dans le dispositif	



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'interventions sur chaque lieu</li> <li>- Nombre de personnes rencontrées lors des activités collectives</li> <li>- Nombre des personnes rencontrées sur les structures SIAE</li> <li>- Nombre des contacts établis et d'orientation pour une prise en charge santé</li> <li>- Nombre des personnes prises en charge par le psychologue</li> <li>- Nombre de personnes orientées vers d'autres partenaires spécialisés de santé</li> <li>- Nombre de prises en charge croisées</li> <li>- Nombre de réunions organisées avec les partenaires et équipes</li> <li>- Nombre de réunions auxquelles l'équipe a participé</li> </ul> <p><b><u>Indicateurs qualitatifs</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Satisfaction des publics</li> <li>- Qualité du travail en réseau</li> </ul>	
---	--

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association PROMO SOINS par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association Promo soins à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, l'Association Promo soins procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association **Promo soins** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Association PROMO SOINS

Paul CASTEL

## **Convention annuelle d'objectifs FEDET 2024**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la Décision Président n° en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole ».**

**Et**

- L'association FEDET régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 5 avenue Colbert, 83000 Toulon, représentée par le responsable dûment mandaté, Monsieur Bruno CHIAPELLO habilité à cet effet par les statuts de l'association.

**Ci-Après désignée « La FEDET ».**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

La FEDET est une association qui a pour but d'animer et d'organiser la vie étudiante sur le territoire varois. Elle propose des actions en faveur des jeunes du territoire, et se mobilise autour de la lutte contre la précarité alimentaire, en mettant en œuvre de nouvelles actions et notamment avec un Fédétruck qui permettra :

- D'améliorer l'offre de l'épicerie sociale et solidaire de la FEDET en contribuant à l'intensification des ramasses et collectes, notamment sur les fruits et légumes via le PAT et en concordance avec l'association l'Econome. Et de se déplacer auprès des plus vulnérables et isolés : actions d'aller-vers (Père Noël des étudiants...).
- D'agrandir le champ d'action des épiceries sociales et solidaires, notamment sur les écoles géographiquement isolées.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par la FEDET sur le territoire métropolitain qui répondent notamment aux besoins d'aide alimentaire auprès des jeunes, et dans le cadre du pacte des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de la FEDET.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action que la FEDET s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

La FEDET s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de la FEDET. La FEDET informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, la FEDET à hauteur de 20 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 20 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un versement total de 20 000 € (vingt mille euros) à la notification de la convention.

L'Association FEDET s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

La FEDET devra par ailleurs fournir à la Métropole TPM, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, les pièces justificatives suivantes :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par la FEDET lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE LA FEDET**

La FEDET adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

La FEDET doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

La FEDET valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

La FEDET doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, la FEDET s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et à leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base des critères suivants :

Indicateurs	Type (national / local)	Situation de référence 2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
<b>Distributions délocalisées</b>		Transport occasionnel de denrées vers les sites de La Tourrache, Ollioules	Desservir en priorité les sites de la Croix Rouge à Ollioules et La Tourrache à La Garde 4-6 interventions/mois	Ajout des sites de La Seyne et Six-Fours/rotations des sites 6-8/mois	Ajout des sites de la Seyne et Six-Fours/rotations 8-10/mois	Ajout des sites de la Seyne et Six-Fours Maintien des rotations à 8-10 (12 si nécessité importante ou urgence)
<b>Nombre de bénéficiaires</b>			380	630	650	650
<b>Distributions alimentaires FEDET fixes</b>		Moyenne de 250-300 bénéficiaires uniques/sem	Moyenne de 300-330 bénéficiaires uniques/sem	330-350 bénéficiaires uniques/sem	350-380 bénéficiaires uniques/sem	380-400 bénéficiaires uniques/sem

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec la FEDET afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, la FEDET s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par la FEDET de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité la FEDET à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de la FEDET à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, la FEDET procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

La FEDET s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.



Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

L'association FEDET

Jean-Pierre GIRAN

Bruno CHIAPELLO

## **Convention annuelle d'objectifs Banque Alimentaire**

### **Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

### **Ci-Après désignée « La Métropole ».**

### **Et**

- L'association Banque Alimentaire du Var régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 257 rue Denis Papin, représentée par le responsable dûment mandaté, Monsieur Joël GATTULLO habilité à cet effet par les statuts de l'association.

### **Ci-Après désignée « Banque Alimentaire du Var».**

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

La Banque Alimentaire du Var est une association qui a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des associations et organismes sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes. Pour ce faire elle fonctionne en réseau sur plusieurs communes de la Métropole. Elle met en œuvre des actions de mutualisation et de coordination des moyens dans le cadre de l'Appel à Projet Mieux Manger pour Tous, inscrit dans le Pacte des Solidarités, qui permettent notamment de développer la ramasse et la distribution.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par la Banque Alimentaire du Var et dans le cadre du pacte des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de la Banque Alimentaire du Var.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à l'action de la Banque Alimentaire du Var qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

La Banque Alimentaire s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, la Banque alimentaire du Var à hauteur de 40 000 euros conformément au budget prévisionnel.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 40 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 20 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 20 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

La Banque Alimentaire s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DU VAR**

La Banque Alimentaire du Var adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

La Banque Alimentaire du Var doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

La Banque Alimentaire du Var valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

La Banque Alimentaire du Var doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, la Banque Alimentaire du Var s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base des critères suivants :

Indicateurs	Situation de référence 2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
<b>Mutualisation des moyens</b>		Partenariats engagés avec les producteurs locaux.			
		Nombre de ramasses.			
		Quantité de produits fruits et légumes issus du Département/labellisés et/ou bio distribués et désignation :			
<b>Légumes et Fruits</b>	883 Tonnes	Progression : 1,5% soit 891,22	2%	2.5%	3%
<b>Produits laitiers</b>	399 Tonnes	Progression : 0,5% (achat de fromages)	1%	1,5%	2%
<b>Protéines animales : œufs et poulets</b>	285 Tonnes	Progression : 1% (achat œufs) 1% (achat poulets)	1,5%	2%	2,5%

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par la Banque Alimentaire du Var de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera la Banque Alimentaire du Var par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de la Banque Alimentaire du Var à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an.

En cas de demande de renouvellement, la Banque Alimentaire du Var procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

La Banque Alimentaire du Var s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

L'association Banque Alimentaire du Var

Jean-Pierre GIRAN

Joël GATTULLO



# **CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LES COMPAGNONS BATISSEURS – ANNEE 2024**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président.

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association Compagnons Bâtisseurs Provence ayant son siège social 7, Rue Edouard Pons, 13006 MARSEILLE représentée par Madame Estelle VENTOURA agissant en qualité de Présidente,

**Ci-Après désignée « Compagnons Bâtisseurs Provence »**

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées. Il est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès

l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

La Banque Alimentaire du Var est une association qui a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des associations et organismes sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes. Pour ce faire elle fonctionne en réseau sur plusieurs communes de la Métropole. Elle met en œuvre des actions de mutualisation et de coordination des moyens dans le cadre de l'Appel à Projet Mieux Manger pour Tous, inscrit dans le Pacte des Solidarités, qui permettent notamment de développer la ramasse et la distribution.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par l'Association Compagnons Bâisseurs et dans le cadre du pacte des solidarités précité mis en œuvre par l'Etat dans lequel s'inscrit TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association Compagnons Bâisseurs.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association Compagnons Bâisseurs Provence souhaite structurer son offre selon une logique de parcours, qui implique un maillage et une coordination entre l'ensemble des dispositifs.

Fort d'une expérience en matière d'Accompagnement Prévention Impayés d'Energie mené auprès des ménages en situation de grande précarité (allocataires du RSA/minima sociaux et/ou droits CAF et/ou habitant dans un quartier prioritaire de la Ville sur Toulon et La Seyne sur Mer sans condition de ressources) orientés par les travailleurs sociaux du Département, cette action de Plateforme Métropolitaine de Prévention et de lutte contre la Précarité Energétique s'inscrit dans l'Axe 4 « Transition écologique solidaire » du Pacte Local des Solidarités.

Elle renforce la notion d'inclusion dans le logement en améliorant les conditions de vie dans l'habitat des familles et jeunes en grande précarité énergétique, locataires du parc privé et propriétaires occupants impécunieux.

L'« Accompagnement Prévention Impayés d'Energie » (APIE) par le biais de la plateforme fait partie d'un dispositif intégré qui regroupe toutes les actions hébergement, logement et insertion des Compagnons Bâisseurs Provence dans le Var ; cette action doit s'articuler en amont ou en aval d'autres actions d'insertion par le logement ou l'emploi. Cela afin de créer des articulations et des passerelles entre des dispositifs souvent cloisonnés et non coordonnés.

La durée de l'accompagnement social est fixée à 3 mois renouvelable 1 fois.

Les objectifs opérationnels sont :

- Mise en œuvre globale d'une démarche de « aller-vers », un des leviers maintenant bien repéré et utilisé dans les pratiques professionnelles pour augmenter l'adhésion des ménages. Il ne s'agit plus uniquement de se montrer disponible mais d'aller à la rencontre des personnes, directement au domicile. Cette démarche se veut plus spontanée et empathique pour faciliter la rencontre et l'échange, et devient la pratique de référence.
- Effectuer 40 mesures d'accompagnement sur les secteurs de TPM, hors Toulon, La Seyne, St Mandrier déjà couverts par un autre opérateur.
- Informer et accompagner dans le domaine de la maîtrise de l'énergie.
- Détecter les situations de précarité énergétique via un diagnostic technique du logement.
- Agir sur les modes de consommation (diagnostic + préconisations).
- Engager une médiation bailleur-locataire dès lors que des travaux seraient nécessaires.
- Orienter les bailleurs et propriétaires occupants vers le dispositif *Bien chez soi*, dès lors que les travaux préconisés rentrent dans le cadre d'un projet global de rénovation énergétique.
- Orienter vers d'autres dispositifs ou plateformes, relevant du sanitaire et du médicosocial, dans la logique de l'accompagnement des besoins spécifiques (ex. DAC), concourant au maintien du ménage dans le logement.
- Assurer la communication à tous les partenaires susceptibles de pouvoir détecter une situation relevant d'une mesure APIE.

La finalité de l'action est d'optimiser une stabilité dans le parcours locatif par le biais d'une inclusion durable dans un logement décent, et d'anticiper l'impact de la Loi Climat et Résilience sur les logements de faibles performances énergétiques.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

### ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association Compagnons Bâisseurs Provence s'engage :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

### ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement les Compagnons Bâisseurs Provence au cours de l'exercice 2024, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 100 000,00€ pour l'action « Plateforme Métropolitaine de Prévention et de lutte contre la Précarité Energétique »

Au regard du projet, l'association s'engage à participer aux instances de pilotage et de suivi du Contrat local des solidarités pour partager le bilan et développer des collaborations avec les différents acteurs locaux.

La Métropole s'engage à fournir une plateforme numérique pour assurer la gestion des entrées et sorties des bénéficiaires du dispositif, le suivi des mesures et l'objectivation de l'évaluation des mesures d'accompagnement.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La participation financière de 100 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 50 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 50 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 septembre 2024.

L'Association s'engage à adresser à la Métropole TPM le bilan qualitatif et quantitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois suivants l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

#### **ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

S'agissant d'une amplification du volume des actions déjà mises en œuvre dans le cadre de l'APIE sur certains territoires de la Métropole, et de l'élargissement à l'ensemble du territoire, l'évaluation de l'action évoquera sa mise en œuvre, ses réalisations (nombre de chantiers et personnes concernées), son impact sur les bénéficiaires et l'opportunité de son renouvellement et/ou de son adaptation.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité à date du 31/12 de l'année rendu au 15 janvier de l'année suivante ou le cas échéant à 12 mois d'exercice de l'action.

Par ailleurs, afin d'évaluer cette action, l'association s'engage à mettre en place les outils de reporting permettant de suivre l'action via les indicateurs suivants :

- Mise en œuvre du volet LPE sur la plateforme Métropolitaine
- Nombre de sollicitations de ménages
- Nombre de médiation bailleurs
- Nombre de visites à domicile
- Nombre d'éco diagnostics réalisés
- Nombre de ménages accompagnés
- Nombre de ménages en surconsommation
- Nombre de ménages en restriction d'énergie
- Nombre de logements non décents
- Nombre de médiations réalisées
- Nombre de chantiers ARA « léger » réalisés
- Nombre de signalements au PDLHI, aux SCHS, à l'ARS, DAC, Cellule Ecoute et Vigilance...
- Nombre de relais réalisés pour une prise en charge en lien avec la précarité énergétique (Bien chez Soi, opérateurs Anah par exemple)
- Nombre de formations réalisées
- Note d'évaluation des formations par les stagiaires (à partir des questionnaires d'évaluation recueillis)
- Nombre de participations à des réunions partenariales
- Nombre de comités de pilotage réalisés
- Nombre d'aller vers.
- Evaluation de l'incidence des conseils en « maîtrise de l'énergie » sur la consommation des ménages avec une évaluation M+3 et M+6 (visite à domicile avec le travailleur social à l'origine de l'orientation, + opérateur si travaux).
- Nombre de propriétaires contactés.
- Nombre d'orientations vers le dispositif métropolitain « Bien chez Soi ».

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.



L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**Jean-Pierre GIRAN**

La Présidente des Compagnons  
Bâisseurs Provence

**Madame Estelle VENTOURA**